

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 74 / 7 juin 1973 / 1 F / CCP Front Rouge 31 191 14 La Source BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

LES 8, 9 ET 10 JUIN JOURNÉES NATIONALES DES CACF A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET



**NI AUTOGESTION
NI DEMOCRATIE
AVANCEE...**

**VIVE LA
DICTATURE
DU
PROLETARIAT**

**PREMIER
CONGRES
NATIONAL
DES
COMITES
INDOCHINE
PALESTINE**

interview
d'un
délégué
du comité
de france
du :
**PARTI
COMMUNISTE
D'ESPAGNE
MARXISTE-
LENINISTE**



36 ème congrès de la cfdt ni autogestion, ni démocratie avancée VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Le 36e congrès de la CFDT qui vient de se dérouler à Nantes marque un tournant important dans l'orientation de cette centrale syndicale réformiste sortie voilée quelques années de la houlette du clergé catholique. Les déclarations d'Edmond Maire, son secrétaire national ont fait grand bruit. Apparemment rien ne va plus entre le P" C" F et la CFDT, entre la CGT et la CFDT. L'unité de la gauche et l'unité au sommet entre les syndicats seraient-elles remises en question ?

En fait il n'y a rien de nouveau de ce côté là. Déjà à l'occasion des dernières élections législatives la CFDT avait refusé sa signature au programme commun de la gauche, mais comme elle avait appelé à voter pour la coalition PS-P" C" F, le résultat n'avait guère été différent. Depuis de nombreuses années, la CFDT critique le P" C" F et la CGT. En quoi consistent ces critiques ? Les dirigeants de la CFDT ne veulent pas d'un socialisme centralisé et autoritaire, qui existe, paraît-il, dans les pays d'Europe de l'Est ; ils veulent l'autogestion. Le P" C" F, dans son comportement de tous les jours, comme dans son programme, et dans ses liens avec les "pays de l'Est" montrerait son attachement au socialisme autoritaire ; la conception à lui opposer, aujourd'hui et demain, serait d'après la CFDT, un socialisme autogéré, basé sur la libre décision de chacun.

que nous prêchez vous monsieur Maire ?

Cette autogestion, dont la CFDT a fait son cheval de bataille est une idée à combattre, malgré son faible écho dans les masses, parce qu'elle tente de résoudre la contradiction bien présente elle dans le prolétariat, entre la croissante aspiration des masses au socialisme, et le dégoût suscité par les faux régimes socialistes de l'Europe de l'Est. Si la CFDT qui a hérité du lourd passé anti-communiste de la CFTC se permet aujourd'hui de faire de la surenchère sur le P" C" F, c'est que quelque chose a changé. Et ce qui a changé, ce n'est pas avant tout la CFDT, c'est le P" C" F, et les pays soumis à la domination de partis semblables de partis révisionnistes. Aujourd'hui l'URSS et l'essentiel des démocraties populaires ne sont plus des pays socialistes, mais des pays revenus à une forme nouvelle de capitalisme, dans laquelle le profit, le chômage et les cadences ont été rétablis depuis la mort de STALINE par une nouvelle bourgeoisie qui noie dans le sang les révoltes ouvrières comme en Pologne en 1970. Aujourd'hui, le P" C" F ne vise plus même en paroles, la destruction de l'Etat bourgeois, il tente désespérément de gagner des élections organisées à son profit par la bourgeoisie. Parce que le révisionnisme moderne conduit inéluctablement les partis au pouvoir au rétablissement du capitalisme et les partis qui briguent le pouvoir à la collaboration de classe, il conduit dans le même temps ces partis à réprimer l'aspiration profonde des masses au socialisme, au maintien ou à la conquête du socialisme, il signifie la destruction de toute démocratie prolétarienne, et la destruction dans leurs rangs du principe de centralisme démocratique.

Les dirigeants de la CFDT dénoncent certaines conséquences du rétablissement du capitalisme en URSS et dans les anciennes démocraties populaires, certaines conséquences de la dégénérescence réformiste du P" C" F : l'impossibilité pour les travailleurs de faire entendre leur voix ; de décider de leur sort ou de leurs luttes ; mais ils se gardent bien dans le même temps, d'en expliquer l'origine : la trahison par les révisionnistes modernes des principes communistes, le rétablissement du capitalisme.

Ils trouvent l'occasion trop belle de poursuivre par d'autres chemins la lutte



qu'ils mènent depuis des dizaines d'années contre la Révolution Proletarienne et la dictature du prolétariat.

De grâce, messieurs, ce n'est pas à vous de faire la leçon, vous qui avez du temps de la CFTC toujours combattu la Russie de STALINE, vous qui aujourd'hui ne dites mot des pays authentiquement socialistes, la CHINE et l'ALBANIE ROUGES. Vous qui trouvez surtout l'occasion trop belle de cacher derrière vos phrases révolutionnaires la vieille camelote de l'autogestion. Parce qu'enfin, il ne vous suffit pas de faire un amalgame malhonnête et facile entre le socialisme authentique et sa caricature révisionniste, il vous faut encore abuser les masses avec le trompe l'œil sans issue de l'autogestion. Qu'est-ce que l'autogestion que vous proposez ? C'est une vieille lune rattachée aux utopies bien fanées des premiers anarchistes que Marx dut combattre : Fourier et Prud'homme, eux qui croyaient que le mouvement coopératif, aujourd'hui complètement intégré au système capitaliste, allait le détruire ; une vieille lune que les trotskistes ont pris ensuite en mains, avec le même succès, pour lui donner une teinture un peu plus révolutionnaire, et aujourd'hui nous n'en savons pas plus long sur elle malgré les 94 pages que vous avez écrites ("la CFDT et l'autogestion" par E. Detraz, F. Krumnov, et E. Maire). Quand vous faites référence à un pays qui se soit donné cette organisation, vous nous parlez de la Yougoslavie : permettez nous de rester songeurs. La Yougoslavie de Tito autogère la misère et le chômage, elle exporte ses chômeurs vers les pays capitalistes d'Europe. Demandez donc aux travailleurs yougoslaves qui viennent de plus en plus nombreux vendre leur force de travail en France ce qu'ils pensent de l'autogestion. La Yougoslavie autogère les dollars qui sont le prix de la trahison du fasciste Tito contre le camp socialiste. Belle référence.

Maire au service des sociaux-démocrates Mitterrand, Rocard...

Quand vous parlez de l'autogestion en France vous dites bien qu'il faudra auparavant conquérir le pouvoir, ce que vous n'avez pas toujours loin de là précisé ; mais comment ? Cela vous ne le dites pas, ou plutôt vous pensez bien que ce sera par les élections (p. 61 de l'ouvrage cité) ; et conquérir le pouvoir pour vous ne va pas bien loin, puisque vous prévoyez (p. 65) de simples réfor-

mes de l'armée et de la police qui sont les piliers de l'Etat bourgeois. Face à la question cruciale de l'Etat qui se pose à tout révolutionnaire, à tout ouvrier conscient, vous vous dérobez en bons réformistes. Comment ne pas vous voir venir ? Ce qui est clair, par delà les fracassantes déclarations d'Edmond Maire qui font les manchettes de la presse, c'est que la CFDT, avec son mot d'ordre d'autogestion, ne vise en rien la destruction de l'Etat bourgeois, mais vise à entretenir la confusion dans la classe ouvrière et à récupérer à son profit les travailleurs écoeürés par le révisionnisme, déçus par l'électorisme sans fard de la CGT et du P" C" F. Quant au fond, l'accent mis au 36e congrès, sur l'autogestion et sur les critiques du P" C" F n'a qu'un objectif : faire de la CFDT l'organisation de masse du Parti Socialiste, placer le courant social démocrate organisé (PS-PSU) en position de force face au parti révisionniste P" C" F, dans le jeu comploté et mouvant fait de ruptures et de réconciliations qui ponctue la marche commune vers les élections. Et, dans le sillage du PS, la CFDT se prépare à toute éventualité : ou bien persévérer dans l'alliance orangeuse avec les révisionnistes, ou bien gouverner sans eux, selon les besoins de la bourgeoisie. De toutes les déclarations sur l'indépendance syndicale, sur le projet politique autonome du syndicat, que reste-t-il quand la voie impulsée par les dirigeants de la CFDT même de plus en plus ouvertement à l'alliance avec le PS de Mitterrand et Chevènement ? Pendant des années, les dirigeants confédéraux ont louvoyé, se sont farouchement défendus de toute alliance avec le parti social démocrate. C'est que le moment n'était pas encore venu. Le PS n'était qu'un parti fantôme réapparaissant à chaque élection. Aujourd'hui l'effort douloureux des révisionnistes du P" C" F a porté ses fruits. Le PS renaît de ses cendres dans la foulée du programme commun ; porté à bout de bras par le P" C" F, il peut faire figure à nouveau de parti ; de jeunes technocrates arrivistes, genre Chevènement, s'affairent à lui donner un nouveau visage, un visage "autogestionnaire". C'est le moment qu'ont choisi les dirigeants de la CFDT pour prendre la relève d'une F.O. complètement déconsidérée dans les masses, et en voie de récupération complète par le gouvernement.

C'est pour cela aussi que le moment est venu pour la direction confédérale de mettre les points sur les i sur l'attitude de la CFDT par rapport aux luttes ouvrières : stop aux comités de grève ! stop aux organisations de lutte désignées dans l'action par les travailleurs eux-mêmes ! Telle est la directive

lancée au Congrès de Nantes. Cette directive est bien intéressante à examiner. Dans le passé la CFDT participait à ces comités en essayant toujours d'imposer son contrôle. Mais elle n'y parvenait pas toujours ; souvent au contraire les mots d'ordre des travailleurs en lutte, leurs formes d'action librement choisies prenaient le pas sur les propositions syndicales. Cela les dirigeants de la CFDT ne peuvent plus le tolérer :

- parce que les aspirations des travailleurs en lutte se font aujourd'hui de plus en plus claires, comme à Renault où la revendication de l'égalité des salaires pour un même travail a été puissamment clamée par les O.S. en lutte, comme à Peugeot où la revendication des 1500 F a été portée du début à la fin de la grève, comme à Jaeger où la suppression du salaire au rendement a été exigée.

- parce que le temps est venu pour les dirigeants de la CFDT de structurer le capital de forces gagnées dans la surenchère démagogique sur la CGT, parce qu'il faut aujourd'hui ramener à la social-démocratie les centaines de milliers de travailleurs rattachés à la CFDT par son allure "gauche" et combative ses phrases sur la Révolution.

Si Marchais dénonce l'anti-communisme d'Edmond Maire, c'est pour voir bien vite les nouveaux arrangements que permet l'orientation social-démocrate explicite du congrès de Nantes. Dans l'Humanité du 4 juin, parlant notamment des nouvelles positions de la CFDT, positions qui convergent avec celles des révisionnistes, sur la défense de la hiérarchie capitaliste dans les salaires, Marchais note : "Ce n'est pas nous qui nous en plaindrions. D'autant que les positions nouvelles prises à Nantes sur ces questions ne peuvent que favoriser l'action commune". La virulence apparente des propos du réformiste Maire cache mal où atterrissement ces grandes envolées. Dans le lit du réformisme. D'autant plus que les chefs révisionnistes du P" C" F ont bien percé à jour le mythe fumeux de l'autogestion : nous ne sommes pas pour le fétichisme des mots déclarait la semaine dernière Marchais. Appelez, disait-il en substance, votre projet réformiste du nom qu'il vous plaira,

l'essentiel est de nous entendre. Et de fait c'est les conditions de cette entente qui, à l'insu peut-être de la majorité des délégués de Nantes, ont été fixées au 36e congrès. Parce que la CFDT n'a pas les moyens de rivaliser sérieusement avec la CGT plus nombreuse et plus puissante. Parce que dans toute question importante pour le maintien de la domination de la bourgeoisie, élections, grandes luttes, CGT et CFDT se sont toujours mises d'accord sur l'essentiel.

Mais cette manœuvre clairement affirmée au Congrès de Nantes est loin d'avoir réussi. Si les dirigeants révisionnistes voient avec intérêt la CFDT rejoindre le bercail social démocrate, et cela malgré les attaques verbales dont ils font l'objet, rien n'est encore gagné pour Maire dans les rangs de la CFDT elle-même. La démagogie sème des fruits amers, et la masse des militants CFDT d'entreprise n'est pas prête à se soumettre à l'orientation de sa direction. Dans les usines, les marxistes léninistes délégués et militants syndicaux, seront les premiers à combattre le tournant social-démocrate pris à Nantes. Ils engageront pour rallier à eux tous les militants et délégués conscients, une large bataille d'idées :

- contre le rattachement de la CFDT, par courant autogestionnaire interposé, au PS de Mitterrand et à son appendice le PSU de Rocard.

- contre le mot d'ordre confusionniste et réformiste d'autogestion, contre l'électorisme sous toutes ses formes.

- contre l'entente au sommet CGT-CFDT qui vise à briser les luttes des travailleurs.

- pour l'expression dans la tenue des assemblées ouvrières des revendications des travailleurs, l'avancée de la plate forme revendicative nationale, la large discussion sur les moyens d'action, la désignation de comités de grève par l'ensemble des travailleurs au cours des luttes.

- pour la Révolution Proletarienne, la dictature du prolétariat et le contrôle ouvrier socialiste sous dictature du prolétariat.

NI DEMOCRATIE AVANCEE !

NI AUTOGESTION !

REVOLUTION PROLETARIENNE,

DICTATURE DU PROLETARIAT !

front rouge à 8 pages jusqu'aux congés !

Ce numéro comporte 8 pages et coûte 1 franc ; il en sera de même des numéros qui vont sortir jusqu'à ces vacances. Pourquoi ?

Déjà dans le numéro 69 nous lançons une enquête auprès de nos lecteurs ; en vue d'augmenter la contenance du journal, il s'agissait de déterminer la formule préférable, 4 pages grand format ou 8 pages du format actuel.

Aujourd'hui un mois après cet appel, la nécessité d'augmenter le contenu de FR se fait sentir de manière très urgente. Chaque semaine de nombreuses correspondances de nos camarades sont faussées de côté faute de place, alors qu'il est nécessaire pourtant de refléter l'activité des ML, les progrès dans l'organisation révolutionnaire des masses. Chaque semaine il faut faire une place à l'une au moins des nouvelles rubriques que nous avons ouvertes : "Pour une formation bolchévique", "Problèmes du travail révolutionnaire"... Chaque semaine il faut, c'est une exigence de l'heure, nous nous en sommes déjà expliqués la semaine dernière, intensifier la propagande communiste et développer les articles sur le socialisme, la révolution prolétarienne, le parti... Tous ces éléments c'est évident ne tiennent pas dans 4 pages actuelles et pourtant ils sont absolument nécessaires pour avoir une presse communiste qui réponde à nos besoins aujourd'hui. Voilà pourquoi dès aujourd'hui il faut augmenter la contenance du journal.

Le choix des 8 pages fait pour ces deux mois qui viennent, n'anticipe pas sur l'avis final que pourront émettre les lecteurs. Si nous avons recouru à 8 pages et non au grand format, c'est non seulement parce que la très grande majorité des lecteurs qui ont écrit jusqu'à présent ont opté pour le 8 pages mais parce que le changement de format ne peut s'effectuer techniquement du jour au lendemain. Ce n'est qu'au terme de cette expérience de 2 mois, et avec l'avis de nos lecteurs que nous trancherons.

Cela rend nécessaire de porter le prix du journal à un franc. Bien entendu cela ne doit pas être un obstacle à la diffusion du journal, et les camarades, doivent toujours avoir en tête de consolider et d'augmenter leurs chiffres de vente : les progrès qu'enregistrent les marxistes-léninistes dans leur travail révolutionnaire doivent aussi se traduire dans la diffusion de la presse, comme cela c'est déjà fait en maints endroits.

OUI NOTRE REVOLUTION SERA VIOLENTE!

Pour dévoyer et paralyser les aspirations révolutionnaires du prolétariat, les traites révisionnistes ont, en France depuis 46, largement et officiellement propagé l'idée que les temps avaient changé depuis octobre 17, et que désormais le socialisme pouvait, devait se conquérir pacifiquement, c'est-à-dire avant tout par des élections.

Les nouveaux traites se retrouvent donc maintenant côte à côte avec les vieux traites, les "socialistes" à la Mitterrand, héritiers des Guesdes et des Blum qui, depuis plus de 60 ans, prêchent les mêmes sottises.

Seuls les marxistes léninistes affirment clairement : "Oui notre Révolution sera violente" ; la classe ouvrière ne pourra renverser la bourgeoisie et prendre le pouvoir que par la violence révolutionnaire, le fusil. Seul le parti marxiste-léniniste rapporte toute son activité à ce but unique : l'insurrection armée seul moyen pour le prolétariat d'instaurer en France sa dictature, de construire le socialisme.

La nécessité de l'insurrection armée c'est une nécessité historique, mise à jour scientifiquement par Marx Engels et Lénine à partir de toute l'expérience du mouvement ouvrier, à partir des lois du développement de la société.

Le système capitaliste, en rationalisant au maximum l'exploitation a suscité un énorme accroissement des forces productives. Par là même, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, il a créé et réuni - en France depuis plus d'un siècle - les conditions économiques qui permettraient de "répartir le travail sur tous les membres de la société sans exception, et par là, de limiter le temps de travail de chacun, de façon à ce qu'il reste à tous suffisamment de temps libre pour prendre part aux affaires générales de la société - théoriques autant que pratiques. C'est donc maintenant seulement que toute classe dominante et exploiteuse est devenue superflue et même un obstacle au développement social" (Engels).

Ainsi la Révolution socialiste diffère complètement de toute... les Révolutions qui l'ont précédée et notamment de la Révolution bourgeoise de 1789. Jusqu'à présent, chaque révolution, visait seulement à remplacer un système d'exploitation périmé décadent, par un nouveau système d'exploitation supérieur, plus efficace. Comme en 1789 où une nouvelle classe exploiteuse (la bourgeoisie) évinçait une ancienne classe exploiteuse (la noblesse). Mais l'exploitation, la propriété privée des moyens de production de meurtre.

A présent la Révolution à faire doit précisément supprimer tout système d'exploitation, abolir définitivement la propriété privée des moyens de production. Le prolétariat, qui est la seule classe à pouvoir diriger jusqu'au bout la Révolution socialiste, se trouve donc devant des tâches radicalement nouvelles :

1) Jusqu'à présent chaque classe exploiteuse qui s'appropriait le pouvoir, avait pu dans le cadre de l'ancien système, développer le nouveau système d'exploitation, conquérir une position de force dans l'économie, et le plus souvent gagner au sein même de l'ancien appareil d'Etat des positions clefs. Ainsi en 1789, la bourgeoisie n'a utilisé la violence que pour renverser les derniers obstacles de l'ancien régime féodal qui s'opposaient encore à sa domination politique et économique sans partage.

En revanche, il est évidemment impossible pour le prolétariat de développer le moindre embryon du moindre "ilot" d'économie socialiste au sein de la société bourgeoise, fondée sur la propriété privée. Il est ainsi absurde de penser qu'il puisse acquérir en tant que classe la moindre parcelle de pouvoir au sein de l'Etat bourgeois, de la machine d'oppression des exploités, machine d'oppression des exploités.

Jusqu'à la Révolution, le prolétariat demeure la classe exploitée, privée absolument de tout pouvoir économique et politique.

2) En tant que nouvelle classe exploiteuse, la bourgeoisie en 1789, ne visait qu'à s'emparer de la direction de l'Etat pour l'adapter à ses besoins, mais surtout pour le faire fonctionner pour son propre compte. Mais "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'Etat toute prête, et de la faire fonctionner pour son propre compte" (Engels).

Elle doit au contraire, briser complètement l'appareil d'oppression des exploités. Elle a au contraire absolument besoin de constituer un pouvoir radicalement nouveau, prolétarien, seul capable d'organiser l'économie nouvelle socialiste, de briser la résistance des anciennes classes exploiteuses, de combattre le poids d'habitudes et de comportements légués par des siècles d'exploitation.

Or comment briser, détruire, l'appareil d'Etat existant ? La question de la destruction de l'Etat bourgeois pose en dernier ressort la question de la destruction de l'armée et de la police bourgeoise. Et pour détruire les forces armées de l'ennemi, il n'est pas d'autre

moyen que de les détruire par les armes. Ainsi, les représentants officiels de la bourgeoisie en sont parfaitement conscients. Ils ne s'en cachent pas d'ailleurs - du moins quand il s'agit de former les "cadres" de la "force publique". Ainsi, un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur expliquait récemment dans la revue de "défense nationale" : "en bref le recours à l'armée est aujourd'hui plus que jamais la clef du pouvoir civil". Et il rappelle que "comme le précise la vieille loi du 9 août 1949, les pouvoirs dont l'autorité civile était revêtue pour le maintien de l'ordre et la police passent tout entiers à l'autorité militaire aussitôt que l'état de siège est déclaré, ce qui suppose l'existence d'un péril imminent résultant soit d'une guerre étrangère soit d'une insurrection à main armée".

Dans une revue destinée aux officiers on peut lire : "il entre dans la mission de l'armée en temps de crise, de concourir au maintien de l'ordre... C'est une mission nécessaire qu'il est impossible d'oublier et de négliger, les événements de mai-juin 68 l'ont montré... L'armée est donc à ce moment là un moyen de gouvernement qui devient essentiel". Et la revue ajoute : "mais il faut se rendre compte qu'en fait elle le reste à tout moment". Et c'est exact.

La machine militaire de la bourgeoisie forme en effet un tout. En temps "normal" c'est la police, les CRS, qui sont chargés d'exercer quotidiennement la violence pour la répression des masses, d'exercer quotidiennement la dictature de la bourgeoisie : attaques contre les grévistes, expulsions, matraquages de manifestations, assassinats racistes, fichage et répression des révolutionnaires. C'est la routine du "maintien de l'ordre". En temps "normal" l'armée reste donc en apparence au-dessus de ces conflits sociaux. En fait elle reste en réserve et se prépare à intervenir, dès que l'appareil policier sera insuffisant. En 1948, c'est l'armée qui a réprimé dans le sang la grande grève des mineurs. En mai-juin 68, des mouvements de blindés ont été déclenchés autour de Paris et De Gaulle est allé précipitamment s'assurer auprès de Massu des troupes d'occupation en Allemagne. Toute une partie de l'armée, telle qu'elle a été réorganisée en 63-64 sous le sigle de D.O.T. (défense opérationnelle du territoire), s'entraîne et se consacre en permanence à préparer la guerre civile : en fait partie notamment la gendarmerie qui quadrille les campagnes et s'emploie à empêcher toute liaison politique entre les centres urbains ouvriers et la paysannerie.

Les conditions de l'affrontement décisif entre la bourgeoisie et le prolétariat sont donc claires dans une métropole impérialiste comme la France. Il s'agit pour la classe ouvrière, désarmée, militairement inorganisée en période calme, de détruire, de vaincre, un appareil militaire cohérent, centralisé, toujours mieux équipé, entretenu, et entraîné en permanence.

Cela signifie :

1) l'affrontement décisif avec la bourgeoisie, ne peut avoir lieu que dans une situation de crise où les masses sont amenées à faire leur propre expérience de la violence révolutionnaire, où elles ont la possibilité de s'armer. (guerre, crise économique aiguë, occupation étrangère). Car la supériorité militaire de la bourgeoisie ne peut être mise en péril qu'en période de crise aiguë lorsque ses assises politiques se désagrègent et que se dresse en face d'elle la mobilisation révolutionnaire des plus larges masses.

2) l'affrontement avec la bourgeoisie (à moins qu'il s'engage sous le joug d'un régime fasciste) sera nécessairement un combat à décision rapide même s'il doit se transformer inévitablement en guerre civile révolutionnaire plus ou moins prolongée ; en effet dans le cours d'une crise révolutionnaire le prolétariat doit se saisir du moment où la crise est mûre, où toutes les conditions politiques et militaires sont réunies pour qu'une offensive détruise le cœur même des forces armées de la bourgeoisie. Il est exclu pour nous dans une métropole impérialiste et dans les conditions

actuelles d'engager une guerre de guérilla, d'espérer grignoter progressivement les positions militaires de la bourgeoisie, d'espérer constituer petit à petit une armée révolutionnaire.

3) l'affrontement avec la bourgeoisie ne peut se situer qu'au niveau central national car il s'agit de faire éclater l'appareil militaire centralisé qui couvre tout le pays. L'offensive du prolétariat pour être victorieuse suppose d'être centralisée, nationale, et dirigée par un état major.

C'est pourquoi nous repoussons le mythe du grand soir c'est à dire d'une explosion brusque, généralisée, de violence populaire qui viendrait à bout de la bourgeoisie. Nous repoussons aussi l'idée qu'un grand mouvement de masse ("tous ensemble et en même temps") pourrait quasi spontanément arriver à employer la violence et à englober la bourgeoisie. C'est d'ailleurs l'image faussée de la Révolution d'octobre que répandent les trotskistes.

Oui notre Révolution sera violente et elle prendra nécessairement la forme d'une offensive armée déclenchée par le prolétariat sous la direction de son Parti car seul le parti marxiste léniniste peut par l'organisation et l'action révolutionnaires inculquer systématiquement aux masses la nécessité de la Révolution violente. Car seul le Parti du prolétariat peut concentrer en une seule force politique le potentiel de révolte des masses, peut construire une organisation solide et se transformer en état major capable de décider et de diriger l'insurrection armée victorieuse du prolétariat.



les communistes vietnamiens face à la terreur blanche imposée par l'impérialisme français en 42-43

...Devant cette situation, le Comité interprovincial du Cao-Bac-Lang décida de mobiliser les masses pour réagir. Les cellules du Parti, les comités Viet Minh de village devaient organiser leur "comité d'assaut anti-terroriste" avec les membres du Parti et les meilleurs éléments des Organisations pour le Salut national. Parallèlement, nous renforçons les mesures contre les infiltrations de réactionnaires dans les organisations patriotiques. La population ne se laissait pas abattre. Chaque fois que la troupe entrait dans un village pour le saccager, nos jeunes militants, garçons et filles, se répandaient dans les maisons pour soutenir le moral des gens...

Le Comité interprovincial du Cao-Bac-Lang donna des directives aux cadres qui vivaient encore dans la légalité : renforcer la vigilance pour ne pas tomber aux mains de l'ennemi, se préparer à passer dans la clandestinité, ne pas dormir chez soi la nuit ; dans la journée, se faire toujours accompagner de gardes du corps, avoir sous la main un stock de vivres pour deux ou trois mois, garder le contact avec les responsables pour pouvoir passer dans la clandestinité en cas d'alerte. Le nombre des clandestins augmentait rapidement. Le Comité interprovincial décida de les organiser en "noyaux clandestins" chargés d'entretenir le mouvement. Chaque

"noyau clandestin" groupait les camarades d'une ou deux communes, pour la plupart des membres du Parti qui avaient dû partir de chez eux pour se cacher dans la forêt. Il avait son P.C. dans une petite hutte de rien du tout - quelques lattes de bambou pour dormir, un toit d'herbes sèches ou de feuilles de bananiers - au sommet d'une montagne ; en pleine jungle. Le sentier menant à mon P.C. empruntait le lit d'un ruisseau qui descendait en cascades : impossible de passer ailleurs que dans le courant, ce qui présentait l'avantage d'effacer toute trace ; mais nous étions tout trempés chaque fois que nous arrivions à la cabane.

Un "noyau clandestin" groupait en général de quatre à cinq personnes, parfois même dix, qui vivaient selon une stricte discipline. L'emploi du temps suivait un programme rigoureux réparti entre l'agitation des masses, l'étude politique et l'entraînement militaire. La journée était consacrée aux études et aux travaux agricoles. On prenait le repas de bonne heure, vers trois ou quatre heures de l'après-midi. A la tombée de la nuit, les clandestins sortaient de la jungle. Ils avaient un mot de passe ou un cri convenu pour se faire reconnaître par les membres du Parti ou les éléments sûrs de nos organisations qui, au mépris de leur vie, venaient leur apporter des vivres, faire le rapport sur

la situation et demander des directives pour enrayer la répression frappant telle localité, tel hameau. Tard dans la nuit, ils dormaient quelques heures à la belle étoile, quand le temps le permettait. A l'aube, ils reprenaient le chemin du P.C. Pour ne pas causer d'ennuis à la localité, il fallait coûte que coûte avoir atteint la jungle avant que la brume matinale se lève. Cette vie pleine de dangers et de privations, cette volonté tenace de garder le contact avec les organisations de base de la population, insuffla une puissante combativité aux masses révolutionnaires.

L'ennemi voyait bien qu'il n'avait pu couper le lien entre le Parti et les masses, entre les noyaux clandestins et les hameaux. Il intensifiait la répression, implantant des postes partout ; il encerclait des massifs montagneux et pénétrait dans la jungle, en poussant devant ses colonnes la population civile des vallées. De nuit, il envoyait des patrouilles tendre des embuscades aux confluentes des ruisseaux. En plein été, des patrouilles n'hésitèrent pas à incendier des forêts suspectes...

Chaque fois que l'ennemi découvrait un P.C. clandestin, il rasait les villages aux alentours. Dans le canton Hoang Hoa Tham où le mouvement s'était développé puissamment, les deux tiers de la population avaient abandonné les

villages pour se réfugier dans la jungle.

On enregistrait un recul provisoire du mouvement des masses. Certes les cœurs n'avaient pas changé, mais les gens étaient si terrorisés qu'ils en venaient à dire : "Au jour de l'insurrection, nous nous soulèverons pour écraser l'ennemi, mais d'ici là, ne comptez pas sur nous. Il suffit de contacter un clandestin pour faire raser tout le village." Mais si nos bases dans les masses s'effritaient, comment pourrions-nous jamais déclencher l'insurrection ?

Il fallait donc coûte que coûte maintenir nos organisations dans les masses. C'est ce que nous avons expliqué dans toutes les cellules du Parti, à tous les cadres et militants de base. Quelles que fussent les difficultés, ils devaient se cramponner aux masses. La répression devait fournir une occasion de sélectionner les éléments sûrs.

Après chaque réunion, les cadres des noyaux clandestins partaient chacun vers son secteur, avec un boyau de riz. Ils prenaient contact avec la population sur le chemin du marché ou dans les champs. Ils lui faisaient connaître les victoires de l'U.R.S.S. et des Alliés, la montée impétueuse de la révolution dans le delta, lui expliquaient que la répression serait impuissante, qu'ils avaient des plans avec eux pour poursuivre les activités de la Ligue.



POUR UNE FORMATION BOLCHEVIQUE

Les lignes qui suivent sont des extraits d'un récit de VO NGUYEN GIAP actuel ministre de la défense de la RDV. Il explique ici comment les communistes vietnamiens ont su résister à la terreur blanche instaurée par l'impérialisme français en 1943 pour empêcher la population de se soulever. Il explique comment malgré toutes les difficultés de clandestinité et de répression, les communistes vietnamiens réussirent à maintenir leur liaison avec les masses et à poursuivre leur travail.

EN AVANT

POUR LES 8, 9 ET 10 JUIN

Les 8, 9, 10 juin les CACF organisent 3 journées nationales d'action contre la circulaire Fontanet. Il faut pendant ces 3 jours multiplier les groupes d'intervention aux portes des usines, les délégations à l'ANPE les expositions itinérantes, les réunions publiques, les manifestations, les grèves d'usine là où c'est possible... afin que ces journées nationales par le nombre de travailleurs que les CACF auront mobilisés, marquent une étape dans la lutte contre la circulaire Fontanet.

Les grèves qu'ont engagées ces dernières semaines dans plusieurs usines les travailleurs contre la circulaire Fontanet, révèlent clairement que la classe ouvrière est prête à engager le combat sur le terrain de l'usine pour obtenir l'abrogation de la circulaire Fontanet. Après la grève de Margoline, où les travailleurs réclamaient la carte de travail pour tous, en même temps que des augmentations de salaires, des diminutions d'horaires et l'inscription à la sécurité sociale, c'est à Beaucourt (près de Belfort) que 80 travailleurs d'UNELEC ont déclenché la grève pour obtenir 50 c d'augmentation, un logement décent et la carte de travail. Dans les 2 cas, les travailleurs français ont manifesté leur solidarité en arrêtant le travail.

Ces grèves sont particulièrement importantes, d'abord parce qu'elles prouvent que les travailleurs rejetant les formes de lutte stériles et démobilisatrices, telles les grèves de la faim, recourent aux grèves d'usines. C'est une confirmation par la vie de l'orientation des CACF qui dès leur création ont expliqué pourquoi la grève de la faim était une arme de lutte étrangère à la classe ouvrière, pourquoi une telle forme de lutte, même si elle avait été au début le seul recours des travailleurs contre la circulaire Fontanet, était impuissante à mobiliser largement les travailleurs immigrés et français, était incapable de créer un rapport de forces contre la bourgeoisie susceptible de la contraindre à abroger sa circulaire.

Ensuite parce que dans toutes les luttes les travailleurs, en liant leurs revendications pour de meilleures conditions de vie et de travail, à la lutte pour la carte de travail, contre la circulaire Fontanet, révèlent concrètement comment la circulaire Fontanet est un obstacle précis auquel se heurte systématiquement le mouvement revendicatif des travailleurs. La grève de Citroën, à Reims, où les grévistes immigrés ont été soumis au chantage au licenciement, et donc à l'expulsion, dès qu'ils ont entamé leur mouvement, le montre bien aussi. Là encore c'est la confirmation de l'orientation des CACF qui dénoncent dans la circulaire Fontanet une des pièces maîtresses de l'arsenal antigrève de la bourgeoisie. Ceux qui aujourd'hui se contentent d'appeler en général à l'unité des travailleurs français et immigrés contre l'impérialisme français, ne saisissent pas qu'aujourd'hui le mouvement des travailleurs va se heurter inévitablement de plus en plus souvent à cette circulaire scélérate, et qu'avancer dans l'unité de combat des prolétaires français et immigrés c'est aujourd'hui les organiser de manière privilégiée et durable pour la lutte contre cette circulaire.

L'implantation des CACF dans les usines mêmes, qui a été tracée comme perspective de travail par la coordination des CACF, apparaît avec ces premières grèves d'usine encore plus comme une nécessité, comme le moyen de lier efficacement la lutte revendicative des travailleurs dans l'usine, à la lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet. C'est dans l'usine que les travailleurs se heurtent le plus directement à l'arbitraire patronal, et définissent leurs revendications, c'est lors de leurs grèves que les travailleurs sont menacés le plus ouvertement par la circulaire Fontanet et les expulsions.

Les journées d'action du 8, 9, 10 juin, doivent être mises à profit pour progresser vers cet objectif. D'abord, il faut populariser largement la plate forme revendicative que les CACF ont adoptée à leur dernière coordination. Ensuite il est nécessaire que les CACF connaissent dans leur localité, dans leur secteur de travail, les revendications précises des travailleurs des différentes usines : l'expérience de Margoline à Nanterre, d'Unelec à Beaucourt, donne un aperçu de l'oppression qui frappe les travailleurs immigrés dans ces petites usines : pas de sécu, horaires de 60 h, pas de logement décent, paye en-dessous du SMIG... C'est au CACF de recenser ces revendications avec les travailleurs, et d'envisager avec eux, la possibilité d'engager une action : de la simple délégation du CACF auprès du patron à la grève.

A L'ACTION POUR LES 8, 9, 10 JUIN !
PREPARONS LES CACF D'USINE !

Pour tous contacts avec les C.A.C.F.
C.A.C.F. : 162, rue Marcadet - Paris 18e

une grève d'usine contre la circulaire fontanet à unelec (beaucourt)

Le CACF de Sochaux, créé à l'initiative de FR et PLR, a un mois d'existence. Mais ce mois a été riche en luttes contre la circulaire Fontanet.

Cela a été tout d'abord une lutte pour le logement début mai le CACF constatait que des ouvriers marocains et tunisiens et surtout algériens dormaient sur le sol des cuisines et des couloirs de certains foyers (Audincourt, Eaincourt). Plus de 40 ouvriers étaient ainsi privés de logement parce que l'AMAT (propriétaire des foyers de la région) leur a refusé des chambres au retour des vacances. A l'initiative du CACF, la lutte s'engageait : premières réunions, premiers tracts... Chaque fois qu'il a pu le faire, le comité a expliqué la Circulaire Fontanet, a montré que les gars sans logement étaient directement sous le coup de la circulaire scélérate. Bien que n'ayant pas conquis le rôle dirigeant, le CACF a pu sensibiliser beaucoup d'ouvriers sur la circulaire Fontanet, a pu élargir la mobilisation grâce à des groupes d'intervention d'ouvriers français et immigrés expliquant la lutte dans les foyers.

Une manifestation pour le logement, le 26 mai, à Montbéliard, a rassemblé 300 travailleurs immigrés et français. LE MOT D'ORDRE « A bas la circulaire Fontanet », lancé notamment par le Comité, FR et PLR fut particulièrement repris. Ce fut une des manifestations les plus combattives depuis longtemps. La présence d'ou-

vriers yougoslaves des automobiles Peugeot est un fait nouveau et riche de promesses.

Le même jour, le CACF organisait une réunion publique à Audincourt : il s'agissait de renforcer le Comité et de mobiliser tous ceux qui, au cours de la lutte, avaient été influencés par nos idées. Le tract d'appel fut distribué à 7000 exemplaires (Cycles Peugeot, Aciers-Outillage Peugeot, CET, marché et manifestation). Les objectifs du Comité furent en grande partie remplis : 40 personnes dans la salle, des interventions et un débat d'un niveau élevé (sur la Circulaire Fontanet, sur la bourgeoisie nationale et les régimes réactionnaires arabes). Mais dans la salle, il y avait encore peu d'ouvriers français, l'immense majorité étant composée d'ouvriers immigrés. De nombreux contacts ont été pris pour renforcer le Comité.

Pendant que la lutte des ouvriers sans logement se poursuit, une autre lutte s'engage à Beaucourt. Une centaine d'ouvriers tunisiens de l'UNELEC et de la SBM, depuis un certain temps mobilisés contre la Circulaire Fontanet, se sont mis en grève le vendredi 25 contre leurs mauvaises conditions de logement au « Château Bornèque », pour la carte de travail, pour 50 centimes d'augmentation pour tous, et d'autres revendications. Cette lutte est très importante : ces ouvriers sont en effet sous contrat, directement sous le coup de la Circulaire Fontanet (ils ont des

cartes de résidence). Et ils mettent en échec la Circulaire antigrève en arrêtant le travail... De plus en plus, des luttes s'engagent qui lient les revendications à la Circulaire Fontanet (Margoline près de Nanterre) : beaucoup commencent à comprendre que, pour remporter des victoires dans les usines, il faut lutter contre la circulaire de division des ouvriers. La combativité des gars de Beaucourt, qui ont également manifesté contre la circulaire Fontanet dans leur ville est à la porte de l'usine, est un exemple. Ils ont eux-même distribué un tract à Alsthom-Belfort, usine du trust CGE comme l'UNELEC, le CACF participe à cette lutte. Il s'agit maintenant de mobiliser les ouvriers français d'UNELEC et de la SBM sur ces revendications et contre le lock-out que risque d'imposer la direction.

Toutes ces luttes montrent la justesse des positions des CACF : il faut lutter contre la Circulaire Fontanet parce qu'elle est en premier lieu une loi de division des ouvriers, une loi anti-grève.

Le CACF va porter un effort tout particulier dans ce but vers les ouvriers français encore trop peu mobilisés, en utilisant la plate-forme revendicative nationale. Ce sera une de nos tâches au cours des journées nationales des 8, 9, et 10 juin.

Le 1er Juin - communiqué commun Front Rouge Prolétaire-Ligne Rouge.

à bas les foyers-prisons d'usinor

Les travailleurs célibataires d'Usinor, jeunes français et travailleurs immigrés sont logés par les soins du patron dans des foyers de plus en plus nombreux dans la région de Dunkerque. Solution qui résout le problème du logement et de la main-d'œuvre jeune.

Les foyers sont construits souvent rapidement et les travailleurs y sont entassés plutôt que logés. Soit à 2 par chambre : 100 Fr/mois. Soit individuellement : 200 Fr/mois. Cela dépend du type de foyer. L'équipement y est réduit au minimum : 4 feux gaz pour 10 locataires.

Ils y vivent au rythme des feux continus : les uns se lèvent à 3 h 1/2 du matin tandis que d'autres se couchent à 6 heures. Ils sont réveillés à 8 h par les femmes de ménage et à 11 h par ceux des copains qui prennent le poste de 13 h et qui doivent manger avant. Les jours de repos, c'est le même système car une autre équipe prend le relais.

Ces foyers ont un règlement policier qui interdit visites et réunions. Le seul loisir est la télévision à 50 devant l'écran. Ceux qui sont chargés du fonctionnement de ces foyers sont

d'anciens flics ou militaires de carrière qui ont le droit de perquisitionner les piaules, de jeter dehors ceux qui ne se plient pas au règlement.

C'est dans ces foyers que vivent une partie des ouvriers les plus exploités, jeunes et immigrés, pour qui la vie se limite entre l'usine-bagne et le foyer-caserné. Ces travailleurs chassés de leur pays ou de leur région ne vivent plus que pour enrichir la classe des capitalistes, buveurs de sang et marchands de sommeil.

Correspondant Dunkerque.

sécurité sociale :

halte aux tentatives de dresser les assurés contre les grévistes



104 millions de dossiers en instance si la grève de la Sécurité sociale dure encore un an - titrait France Soir avec sa malhonnêteté habituelle. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres des efforts de la bourgeoisie pour dresser contre les grévistes de la Sécu ceux des assurés qui ont un besoin réel et urgent de leurs remboursements : les familles ouvrières.

Pour ceux-ci les employés de la Sécu ce sont certains guichetiers racistes et fascistes qui multiplient les formalités administratives. Mais la Sécu ce n'est pas que ces gens là, c'est aussi des employés dont les conditions de vie et de travail ressemblent fort à celles de la classe ouvrière. Des cadences qui augmentent sans cesse à cause du manque d'effectifs et de l'automatisation (fichiers, ordinateurs...), des salaires très bas, jusqu'à 900 F par mois dans la région parisienne, des employés dont certains n'ont pas hésité devant les reporters de la presse bourgeoise à dénoncer les cas scandaleux dont ils ont été témoins.

Ces employés de par leur place dans la production, ne font pas partie de la classe ouvrière. Cependant par leurs conditions de travail, du fait qu'ils sont eux aussi frappés par la paupérisation, que beaucoup d'entre eux ont été ou seraient un jour ouvriers d'usine, ils ont une place à part. Ils font partie de ces couches charnières dans lesquelles la classe ouvrière puisera des alliés pour faire la Révolution.

Leurs revendications 1150 F minimum, 70 Francs par mois d'augmentation pour les plus bas sa-

maires, et les conditions de travail... ce sont celles de beaucoup d'ouvriers. Ce manque d'effectifs, ces conditions de travail sont la conséquence de la politique de la bourgeoisie qui veut faire de la sécu une entreprise rentable, capable d'extorquer aux moldres frais le maximum d'argent aux assurés, c'est à dire en grande majorité aux familles ouvrières.

En effet la sécurité sociale, qui a été une conquête de la classe ouvrière est détournée de son objectif par la bourgeoisie : tout est fait pour la transformer en une machine anti ouvrière. Chaque mois, le patron prélève presque 10 % sur les salaires, soi-disant pour la Sécu. Mais combien de cotisations qui ne sont versées qu'avec un grand retard, ou pas du tout. Combien de travailleurs immigrés qui, malades, s'aperçoivent qu'ils n'ont jamais été inscrits. Et puis il ne faut surtout pas croire que ce prélèvement d'environ 10 % sera récupéré en cas de maladie. Combien de familles ouvrières hésitent à faire venir le médecin parce qu'il faut déboursier d'un coup l'argent des visites (avec 18 % d'augmentation récemment, 71 % sur le supplément de nuit, 100 % sur le supplément dimanches). Puis, il faut attendre le remboursement des semaines, et encore pas intégralement puisqu'il y a le ticket modérateur qui augmente sans cesse (30 % depuis 67). Sans compter les arrêts de travail, les maigres indemnités journalières que le médecin du travail refusera aux ouvriers blessés et usés. Bref ma Sécu a été transformée en un véritable racket de la classe ouvrière.

Les employés de la Sécurité sociale sont en grève contre cette machine à racketter dont ils sont aussi victimes (salaires, conditions de travail). Leur combat rejoint celui de la classe ouvrière.

nixon-pompidou à reykjavik de sérieuses menaces pour les travailleurs...



Après Heath (Angleterre), Brandt (Allemagne), Andreotti (Italie), qui auront défilé à Washington convoqués par Nixon pour enregistrer le point de vue de l'impérialisme US sur les relations Europe-Etats-Unis, c'est au tour de Pompidou de se faire sonder par le chef de file de l'impérialisme US. L'enjeu de ces rencontres bilatérales, c'est de préparer les grandes négociations sur l'Europe qui devront se dérouler à l'automne prochain. A ces négociations l'impérialisme US entend arracher à ses rivaux européens, des concessions de taille importante essentiellement sur 2 séries de problèmes :

- Les premières concernent les relations économiques et commerciales entre l'Europe et les USA. L'impérialisme US réclame l'abolition des barrières douanières que l'Europe a dressées entre les pays membres de la communauté et leurs rivaux impérialistes : de telles barrières empêchent aujourd'hui les produits US d'arriver sur les marchés européens à des prix compétitifs leur permettant de s'imposer devant les produits européens. De même l'impérialisme US réclame aussi la suppression de tous les accords d'échange « privilégiés » qui lient les anciennes colonies d'Afrique des impérialismes français et anglais à l'Europe des 9 : de tels accords tendent à faire de ces pays africains des chasses gardées des impérialismes européens, fermées à l'impérialisme US. Ces 2 points dont Nixon et Kissinger ont déjà fait leur cheval de bataille, seront au cœur des négociations du « Nixon Round », révision des accords économiques entre les USA et l'Europe qui doit se dérouler en novembre.

- Les secondes concernent l'organisation militaire de l'OTAN, et la présence de troupes militaires US en Europe. Ce que l'impérialisme US remet en cause ce n'est pas tant la présence de ses troupes en Europe,

que surtout leur financement actuel par lui seul. La « NOUVELLE CHARTE ATLANTIQUE », lancée il y a plus d'un mois par Kissinger vise avant tout à faire payer ce déploiement de forces militaires d'agression par les impérialismes européens. Nixon lui-même compte faire cet automne la tournée des capitales européennes et réunir une nouvelle conférence atlantique pour entériner cette nouvelle charte atlantique.

C'est dans ce contexte que s'est déroulée la rencontre Nixon-Pompidou de Reykjavik. Par la série de rencontres bilatérales qu'il a mises sur pieds Nixon joue sur les contradictions entre les différents impérialismes européens, sur l'absence totale d'unité politique de l'Europe des 9. Il compte ainsi arracher le maximum de concessions à ses rivaux, et leur faire payer en partie la note de la crise dans laquelle s'enfoncent de plus en plus l'impérialisme US.

Les observateurs de la bourgeoisie se flattent de constater que rien n'a été concédé par Pompidou lors de cette rencontre, et mettent l'accent sur le fait que Pompidou et Nixon sont restés sur leurs positions. C'est aller un peu vite en besogne. Certes rien ne semble avoir été officiellement décidé à Reykjavik la semaine dernière, et l'absence de communiqué final semble prouver que l'accord sur les modalités de la révision des relations Europe-USA n'est pas encore réalisé. Cela n'empêche pas que Pompidou par un certain nombre de déclarations à Reykjavik, a clairement affirmé sur quelle base il entendait négocier avec l'impérialisme US : le porte-parole de Pompidou a clairement rapporté : « le président de la République française a insisté sur l'extrême importance de la présence des troupes américaines en Europe ainsi que sur le grand danger d'une réduction unilatérale de celles-ci », tandis que Pompidou lui-même affirmait : « nous savons quelle place l'Eu-

rope occupe dans vos préoccupations : quant à nous, si favorablement que puisse évoluer la situation mondiale, nous estimons qu'elle reste chargée de trop d'incertitudes pour que s'estompe la nécessité de l'alliance qui nous unit... ». De telles déclarations tranchent particulièrement avec celles qu'il y a 5 ou 10 ans De Gaulle pouvait faire contre l'OTAN ou l'hégémonie US ; elles prouvent clairement qu'aujourd'hui l'impérialisme français entend ménager l'impérialisme US, et fait de l'alliance avec lui une pierre de touche de sa politique : aucune fin de non recevoir n'a été opposée aux exigences US.

Pour les masses exploitées de notre pays, une telle position est lourde de menaces. Quand l'impérialisme US parle de faire subventionner son appareil de guerre en Europe, par les impérialismes locaux, les travailleurs savent ce que cela veut dire : non seulement il s'agit d'entretenir en Europe des troupes d'agression, capables entre autres le jour venu de participer à la répression des luttes révolutionnaires du prolétariat de notre pays, mais encore ce sont les travailleurs qui par le biais de l'impôt capitaliste devront financer ces troupes. De même quand l'impérialisme US réclame la suppression des barrières douanières de l'Europe, c'est pour pouvoir inonder le marché européen de leurs produits, entre autres leurs produits agricoles particulièrement compétitifs : pour les petits paysans de notre pays cela signifie une ruine accélérée avec au bout la prolétarianisation forcée.

De telles menaces, que Pompidou compte concrétiser avec Nixon lors de sa venue en Europe en automne, appellent une riposte massive des travailleurs. Dénonçons toutes les conséquences de cette politique de l'impérialisme français pour les travailleurs. Soyons prêts à riposter à la venue de Nixon en Europe pour qu'il n'ait pas une minute de répit lors de son séjour à Paris.

À l'usine BEGGY, 120 ouvrières travaillent à la production des collants « DIM ». Il y a 4 ateliers, les « pointes » (couture des collants), la pose de l'élastique, l'assemblage et la « forme » (vérification des collants).

Les conditions de travail sont dégueulasses. Des cadences élevées (4000 collants par jour en moyenne), des locaux préfabriqués où, l'été, il n'y a pas de ventilation. De sorte que beaucoup d'ouvrières ont des crises de nerf, ou s'évanouissent à cause de la chaleur, sans compter les troubles de la vue. Quant aux salaires, sur 8 heures par jour, ils vont de moins de 800 F par mois (pour moins de 60 points d'activité) à 1100 ou 1200 F par mois (pour 80 points d'activité). Le salaire moyen est de 900 à 950 F par mois (pour 70 points d'activité).

Le mardi 15 mai, les 37 ouvrières des « pointes » démarrent la grève après l'arrivée de nouveaux collants plus difficiles à coudre (ce qui faisait retomber l'activité de 20 points, soit une perte de salaire de plus de 200 F par mois).

La CGT ne cherche pas tout de suite à étendre la grève aux 120 ouvrières. Lundi 21 mai, suite aux menaces de chômage technique, toutes les ouvrières répondent par la grève illimitée.

Elles manifesteront le soir, dans la rue, pour rejoindre la sortie des ouvriers des FORGES. Les mots d'ordre avancés sont : « A bas les cadences », « Salaire minimum à 1300 F » (sur la base du plus haut rendement), « meilleures conditions de travail » (ventilation pour l'été...), « -aiement des jours de grève ».

Mais la CGT ne s'occupe pas de la popularisation de la grève et n'organise aucun soutien.

correspondant Montceau les Mines

à la foire capitaliste du bourget : 15 assassinats

15 morts à Goussainville. Sacrifiés sur l'autel de la concurrence impérialiste. Tous les 2 ans, les capitalistes organisent, au Bourget un Salon de l'Aéronautique, véritable foire pour se partager le marché de l'aviation civile et militaire. Les marchands de canons montés sur avions viennent exposer ainsi les dernières améliorations apportées à leur matériel.

Cette année, particulièrement, Concorde et Tupolev 144, les super-soniques franco-anglais et soviétique s'affrontent. Ces avions dont le seul avantage est d'abréger le temps de transport sont spécialement conçus pour rafler la clientèle des hommes d'affaires pressés. Ils ne sont rien d'autre, aujourd'hui, que des produits réservés à une couche particulière de la classe capitaliste, pour lui permettre d'accroître ses profits. Jamais les travailleurs ne mettront les pieds dans ces avions, qu'ils ont pourtant construits et financés (impôts), et pour lesquels aujourd'hui ceux de la SNIAS sont menacés de chômage.

Mais de cela les capitalistes n'en ont que faire : ils se préoccupent de remplir leurs carnets de commandes, jusqu'à présent bien vides. Concorde et Tupolev ont donc rivalisé dans des exercices périlleux, périlleux avant tout pour les riverains du Bourget. Ceux-ci doivent non seulement supporter toute l'année, nuit et jour, le fracas des avions qui atterrissent ou décollent, mais encore, 4 jours par an,

tous les 2 ans, ils vivent sous la menace directe des prototypes en démonstration. L'explosion du Tupolev ou de son rival Concorde ou de tout autre engin était forcément prévisible, étant donné les risques pris par les puissances capitalistes constructrices pour s'assurer les marchés.

Chacun verse des larmes de crocodile sur les victimes de ce nouvel assassinat du capital... mais c'est aussitôt pour s'interroger sur l'avenir commercial de Concorde : l'on se réjouit de la disparition d'un concurrent comme hier au journal télévisé où après s'être incliné devant les victimes en disant d'elles : « ces pauvres gens n'en demandaient pas tant », le présentateur parlait en ces termes de l'échec de Tupolev : « C'était le seul rival de Concorde. Les Russes n'en avaient qu'un seul exemplaire... Il a capoté parce qu'il voulait imiter les exercices réussis par Concorde... ». Mais en même temps, on s'inquiète de l'avenir du Concorde : « C'est le transport super-sonique en général et à travers lui Concorde qui, n'en doutons pas, va être dès aujourd'hui l'objet d'attaques redoublées », s'écrie Pichelin le social-chauvin de service chargé de défendre les intérêts de Concorde à l'Humanité.

Concorde, les travailleurs n'en ont que faire : c'est eux qui le payent, eux qui le fabriquent, et ils sont encore menacés par ses accidents. Ils exigent que cessent ces ballets massacres au-dessus de leurs têtes.

**lisez
diffusez**

OCTOBRE

ADRESSEZ LES COMMANDES A :
C. REY / 240, av. Th. Braun / 69 / VILLEFRANCHE

l'école de soudure des chantiers déjà le baigne !

Au chantier naval, les jeunes sont embauchés par contrat de 2 ans pour les français (filles et gars) et de 1 an pour les immigrés. Pendant 3 mois, on les forme comme soudeurs ou assembleurs pour les gars. Si au cours de leur contrat, ils manquent trop souvent, ils sont considérés en rupture de contrat et doivent rembourser tous les mois de leur propre gré. Cela peut ainsi se monter à 500 000 ou plus...

Au cours de leurs 3 mois d'apprentissage comme soudeurs, on apprend aussi :

- la discipline : interdit de sortir avant, la sonnerie, interdit de sortir de l'atelier pendant le casse-croûte,
- le fayotage : en faisant miroiter le passage à l'échelon P1 rapidement pour ceux qui montrent de la « bonne volonté ».
- le favoritisme : les filles sont privilégiées, dans le but de leur enlever tout sentiment de classe. Le moniteur joue sur les rapports entre gars et filles (flatteries...). Mais pour les jeunes garçons, ce sont les engueulades s'ils s'amuse entre eux.
- le racisme : interdit de parler aux immigrés en attendant l'heure de la

sortie. La tactique est d'isoler les filles ou les gars qui se montrent ouvertement anti-racistes.

— les jaunes : sous prétexte que l'école fait partie de l'Etat et non des chantiers, la grève n'est pas autorisée (ce qu'ont accepté les syndicats).

Ainsi, les jeunes qui sont dans leurs premières années de travail subissent toute l'influence réactionnaire et sont coupés de la lutte des gars des ateliers.

Au moment de la fin du stage, le chantier vient chercher les apprentis-soudeurs pour le balayage des bateaux, main d'œuvre gratuite et économie d'embauche. Des jeunes se sont révoltés contre ça et ont pu retourner à l'école avec une prime de 20 F.

Le Chantier de France a donc son école de soudure, payée par l'état, où on essaye d'écraser la révolte des jeunes dès leur première année de travail, et leur enlever tout sentiment de classe. On cherche à les transformer en racistes et en fayots. Les jeunes OS, français et immigrés ouvriront les yeux et, à l'atelier, ne se laisseront pas diviser.

correspondant Dunkerque

gueugnon les 120 ouvrières de dim en grève

en vente: les brochures front rouge

- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord. 1 F.
- l'intérim : organisation et exploitation du chômage 2 F.

ajouter 0,50 f, par brochure pour le port

demande de contact

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

envoyez cette demande à : **Front Rouge**
BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

abonnez-vous à front rouge ccp 204-51 lyon

	France	Etranger
Pli normal	1 an 20 F 6 mois 10 F	1 an 40 F 6 mois 20 F
Pli fermé	1 an 70 F 6 mois 35 F	1 an 100 F 6 mois 60 F

abonnement: 3 mois: 5 f

madagascar quitte la zone franc

RECOL DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

4 mois de négociations entre Madagascar et la France sur la révision des "accords de coopération" viennent de se solder par une cuisante défaite pour l'impérialisme français. Madagascar quitte la zone franc. Les "accords de coopération" signés en 1960, entre De Gaulle et son homme de paille malgache Tsiranana plaçaient Madagascar sous la domination totale de l'impérialisme français :

- 4500 militaires français, 2 bases (Diego-Suarez et Ivato), l'armée malgache encadrée par des officiers français et entièrement équipée par la France, Madagascar était ainsi une plaque tournante de l'impérialisme français dans l'océan indien, base d'agression contre les peuples d'Afrique et d'Asie.

- La monnaie malgache entièrement contrôlée par la France ; parité fixe entre le franc français et le franc malgache ; l'institut d'émission malgache domicilié à Paris et composé de 4 français et de 4 malgaches. Libre transfert de capitaux entre la France et Madagascar... De la sorte le peuple malgache subissait tous les contre coups de l'inflation et des dévaluations du franc, le gouvernement français pouvait contrôler les comptes de l'Etat malgache, et les sociétés françaises (80 % de l'économie malgache) pouvaient rapatrier à loisir leurs profits.

- L'enseignement secondaire et supérieur était fait en français : 1000 enseignants français formaient les jeunes enseignants malgaches selon les normes décidées par l'impérialisme.

Cette position dure du gouverne-

ment malgache est le fruit des luttes récentes du peuple malgache contre l'impérialisme français et ses valets locaux : l'insurrection armée paysanne de 1971 dans le sud de l'île, et les manifestations des lycéens, des étudiants, et des jeunes chômeurs en mai 72, qui ont ébranlé le régime Tsiranana. C'est donc fort du soutien populaire dans sa lutte pour l'indépendance nationale que le gouvernement Ramanantsoa a pu faire reculer l'impérialisme français. Dans cette lutte il peut aussi compter sur l'appui de la Chine Rouge ; déjà quand Madagascar avait rompu ses relations avec l'Afrique du Sud Raciste, un prêt chinois avait permis aux Malgaches de faire face au retrait immédiat des subventions du régime raciste. Tout récemment encore Madagascar a pu faire face à la famine et à la crise économique fomentée par les trusts impérialistes grâce à des livraisons chinoises de 40.000 tonnes de riz (dont 10.000 gratuites).

Mais les risques sont encore grands pour le peuple malgache : une riposte éventuelle de l'impérialisme français ou encore les prétentions possibles de l'impérialisme US ou du social-impérialisme soviétique à remplacer les troupes françaises à Diego-Suarez. Le régime Ramanantsoa s'il peut donner des coups à l'impérialisme, est bien incapable d'assurer une authentique indépendance nationale à Madagascar. Seul le peuple malgache en armes chassera définitivement l'impérialisme de son pays.

Et les représentants de l'impérialisme français à Madagascar sont des spécialistes : Bigard commandant des forces françaises a fait ses armes en Algérie ; et Delaunay, ambassadeur, était en poste au Gabon quand les troupes françaises y sont intervenues pour remettre en place le fantoche M'Ba.

Cette position dure du gouverne-



... Le fruit des grandes luttes du peuple malgache de 1971 et 1972.

le f.u.n.k. ne négociera pas avec la clique archi-fantoche de phnom-penh

Les impérialistes américains viennent de lancer une nouvelle manœuvre de propagande. Selon eux, une solution au problème du Cambodge aurait été de négocier entre Kissinger et le Duc Tho. C'est Kissinger lui-même qui a lancé l'opération en déclarant, en s'en volant pour Paris, que la question du Cambodge serait au centre des entretiens.

Pour quoi les impérialistes US lancent-ils une telle manœuvre aujourd'hui ? Tout simplement parce que leur situation est catastrophique au Cambodge. Malgré 4 mois de bombardements sans interruption, ils ne sont pas arrivés à briser l'encerclement de Phnom Penh où la situation est si critique que la vente de l'essence est aujourd'hui interdite aux particuliers... par les circuits officiels, car dans le fief de Lon Nol le marché noir et les pots de vin sont la règle générale. Nixon doit aussi faire face aux réticences d'une bonne partie de la classe dirigeante américaine : le Sénat vient de lui couper les vivres pour les bombardements sur le Cambodge... caprice sans conséquence, car ces bombardements sont déjà financés à l'avance pour de longs mois. Si les sénateurs US ont pris cette décision, ce n'est pas tellement pour soutenir les patriotes cambodgiens mais surtout parce qu'ils en ont assez de voir les dollars gaspillés pour maintenir artificiellement une clique fantoche incapable même de défendre les intérêts US. Une clique dont l'ambassadeur US à Phnom Penh Swank, a eu toutes les peines du monde à maintenir l'unité, tant elle est pourrie par la corruption.

En parlant de négociations entre la clique fantoche et le FUNK les impérialistes espèrent tromper le peuple Khmer, le détourner de la seule voie menant à la victoire, celle de la lutte

LE PEUPLE CAMBODGIEN VAINCRA

Le Cambodge est aujourd'hui la principale épine dans le pied des impérialistes en Indochine. Leur traditionnel politique de "vietnamisation" de domination par fantoche interposé ne marche pas : ils sont obligés de s'engager à visage découvert. Les socio-impérialistes aussi sont obligés de dévoiler leur véritable visage de traîtres aux peuples du monde.

les trotskistes contre la guerre du peuple

Dans un tract diffusé à Marseille à l'occasion des manifestations anti-sionistes du 19 mai, la Ligue Trotskiste écrivait : "La Résistance Palestinienne ne pourra pas triompher par la seule lutte militaire contre Israël. Contre une machine militaire ultra développée, la direction palestinienne ne peut nullement obtenir une force militaire capable d'opérer des succès"...

Cela rappelle ce que disaient il y a quelques années les révisionnistes du P.C.F. : le peuple vietnamien ne pourra vaincre militairement, l'armée US est trop puissante. Et pourtant la guerre populaire menée par le peuple vietnamien a infligé défaites sur défaites à l'armée US et est en train de vaincre. Décidément trotskistes et révisionnistes ont beaucoup de points communs, en particulier leur haine farouche de la guerre du peuple.

la république grecque, c'est toujours le fascisme

Les colonels grecs ont proclamé la République. Après une lame versée sur le sort du roi-play-boy Constantin, la presse bourgeoise accueillie avec satisfaction la nouvelle : pensez donc la République, c'est la démocratie. Et il s'agirait même, aux dires des colonels, de copier le modèle français.

En réalité cette République là ressemble comme une sœur à la monarchie de la veille : simple coup de peinture sur la façade. Ce sont les mêmes colonels fascistes au pouvoir, c'est le même impérialisme US qui manœuvre en coulisses. Il s'agit de la même dictature fasciste.

Le peuple qui lui, ne s'y est pas trompé, a accueilli la nouvelle avec indifférence. Il sait que c'est sa lutte et non pas un décret qui abattra le fascisme.

SOUTIEN AUX ANTI-FASCISTES GRECS.

Cisjordanie pour l'adapter au modèle colonial. Les petits paysans sont dépossédés de leurs terres, qui deviennent de vastes exploitations agricoles à capitaux sionistes ; les paysans, eux, deviennent ouvriers agricoles... ou chômeurs. Les cultures de fruits et de légumes qui faisaient vivre la population, sont détruites, et remplacées par des produits servant à l'industrie sioniste, le tabac, la betterave... Les Arabes, qui ne trouvent pas de travail dans ces exploitations, servent de main d'œuvre à bon marché pour les usines de Tel-Aviv ou Haïffa. Quant au commerce, il est entièrement orienté vers une direction : transformer ces territoires en pont entre Israël et les pays arabes, en faire une sorte de Hong-Kong du moyen-Orient. Cela s'accompagne de la mise en place d'une clique d'Arabes collaborateurs, et de l'implantation de colons sionistes car, comme le disait l'ambassadeur sioniste Ben Nathan à la télévision française : "il y a bien des Arabes en Israël, pourquoi n'y aurait-il pas des juifs dans les pays arabes ?"

Tout est prêt pour faire de la Cisjordanie un état-tampon économiquement infodé à Israël. Ceci est un point acquis, même si d'autres problèmes de détail sont encore en discussion dans les milieux impérialistes-sionistes. Par exemple, la nature politique de cet état. Dayan le voudrait intégré à Israël ; d'autres sionistes, comme Sapir ou Abba Eban, se contenteraient d'un état théoriquement indépendant ; quant à Hussein, il voudrait l'intégrer dans le Royaume Uni de Jordanie. Discussions de détail entre rapaces : une seule chose est sûre, cet état n'aura rien de palestinien.

OUI A LA PALESTINE DEMOCRATIQUE

De telles solutions sont inacceptables pour le peuple palestinien. Déjà dans son programme de 71, l'ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE appelait à "s'opposer fermement à ceux qui prônent l'établissement d'un état palestinien fantoche sur une partie seulement du territoire palestinien, car une telle tentative entre dans le cadre de la liquidation de la cause palestinienne". Ce serait en effet reconnaître la souveraineté d'Israël sur des territoires volés depuis 1948 aux Palestiniens. Seuls les territoires volés depuis 67 seraient restitués, et encore Israël entend bien conserver le Golan, Jerusalem et la bande de Gaza. Ce serait aussi maintenir, avec Israël, l'existence au Moyen-Orient d'une base impérialiste, menace permanente contre les peuples arabes.

L'objectif des palestiniens n'est pas d'avoir n'importe quel territoire. Ce n'est même pas seulement de libérer la totalité de leur territoire, c'était aussi l'objectif d'un réactionnaire comme Choukeiri, qui ne parlait que de jeter les juifs à la mer. Les Palestiniens luttent pour construire en Palestine un état démocratique. Car la réalité, aujourd'hui, c'est qu'il y a des juifs en Palestine : partir de la réalité, c'est donc reconnaître que ces juifs auront aussi le droit de vivre en Palestine Démocratique. La réalité, c'est aussi que le principal obstacle à cette Palestine démocratique est l'état sioniste d'Israël, qui entretient le racisme et réprime les palestiniens. La Palestine Démocratique ne pourra donc se construire qu'en détruisant l'état d'Israël. Un seul moyen, la lutte armée populaire, celle qu'ont déjà engagée les Palestiniens vivant en territoires occupés.



L'état palestinien, tel que le conçoivent les sionistes.

l'o.l.p. refuse l'impasse de l'état fantoche palestinien

Pour briser le développement de la Révolution Palestinienne, les impérialistes, socio-impérialistes, sionistes et réactionnaires arabes ont monté toutes sortes de complots. Leur nom varie, "Résolution 242 de l'ONU", "Plan Rogers", "Plan Allon", "Plan Hussein"... mais leur but est le même : garantir l'existence d'un état sioniste d'Israël, base impérialiste au Moyen-Orient. Donc, dans ces plans, un seul point est mis en lumière : les frontières d'Israël. Par contre, un point reste dans l'ombre : le sort du peuple palestinien. Rien d'étonnant, car l'état sioniste d'Israël ne peut exister que par la destruction des Palestiniens en tant que peuple, et surtout la liquidation des fedayins, le ferment de la lutte de libération nationale du peuple palestinien.

Quel sort les impérialistes veulent-ils donc imposer au peuple palestinien ? La résolution 242 de l'ONU est très discrète à ce sujet : "réaliser un juste règlement du problème des réfugiés", un point c'est tout. Cela laisse la porte ouverte à toutes les interprétations anti-palestiniennes.

Les sionistes préféreraient que chaque état arabe intègre les Palestiniens vivant sur son territoire. Plus de Palestiniens, mais des Libanais, des Jordaniens, des Egyptiens, donc plus de problème palestinien ! En combinant à cela une politique de terreur systématique contre les Arabes vivant en territoire occupé, pour les forcer à partir, les sionistes espéreraient ainsi réduire à une infime minorité les Arabes vivant à l'intérieur des frontières d'Israël. Les réactionnaires arabes, eux, préféreraient une application des premières résolutions de l'ONU, qui laissaient aux Palestiniens le choix (!) entre "le retour en Israël, dont ils devraient respecter la souveraineté... et une indemnisation" !!! Tous ces plans ne visent qu'à détruire la nation palestinienne.

NON A L'ETAT "PALESTINIEN" FANTOCHÉ

Comme ces plans n'ont, évidemment, que peu de chance d'aboutir, les impérialistes ont inventé une nouvelle machination, "l'état palestinien". Il s'agirait de créer, sur les territoires à l'ouest du Jourdain, occupés par Israël depuis 67, un état fantoche, qui n'aurait de palestinien que le nom. Ce n'est pas une idée nouvelle, puisque déjà l'Afrique du Sud raciste a créé, à ses frontières, des "bantoustans", peuplés d'Africains, soi-disant indépendants, mais en réalité politiquement et économiquement entièrement dépendants des racistes d'Afrique du Sud. Voilà ce que les impérialistes voudraient maintenant imposer au peuple palestinien.

Déjà un certain nombre de mesures, prises par les sionistes dans les territoires occupés, vont dans ce sens. En premier lieu, ils ont modifié, l'agriculture de la

interview d'un délégué du comité de france du PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE MARXISTE - LENINISTE



Comment concevez-vous le développement d'une guerre populaire en Espagne ?

Il est difficile pour nous de répondre concrètement à cette question dans la mesure où le développement de la guerre du peuple ne peut être schématisé et qu'il n'existe pas de règles bien déterminées qui nous permettent d'assurer les formes que celle-ci peut présenter. Mais une chose est certaine : c'est que les affrontements de plus en plus violents avec les forces policières de la Dictature doivent nous mener, dans une période plus ou moins longue, à des formes de lutte supérieures avec un caractère de masse et un appui populaire de plus en plus grand chaque jour.

La première forme de lutte sera la défense armée, c'est-à-dire qu'il faudra nous protéger contre l'armée et les forces policières au cours de chaque manifestation, de chaque action.

Puis viendra la période de luttes, d'attaques dirigées contre l'armée et les institutions yankees. Est-il nécessaire de rappeler qu'il y a en Espagne plus de 30.000 soldats américains cantonnés dans plus de 30 bases ?

La lutte sera très dure et sûrement très longue ; pour cela nous comptons sur notre arrière-garde active c'est-à-dire les paysans qui permettront la libération de certaines zones.

Un point très important réside dans l'appui que nous obtiendrons des anti-fascistes étrangers pour plusieurs raisons :

- aide matérielle et politique
- l'information sur les luttes populaires brisant le silence de la presse bourgeoise
- la sensibilisation des masses.

Le problème est essentiellement politique et réside dans notre capacité de création de conditions subjectives nécessaires, et d'utilisation de toutes les ressources et énergies dont disposent les masses populaires.

Peux-tu nous parler de la répression que subissent les anti-fascistes espagnols ?

Nous venons justement de recevoir le communiqué du Comité Coordinateur Pro-FRAP sur les bestiales tortures de la police franquiste contre les détenus de mai, dont nous vous donnons quelques extraits :

"...Furieux comme des chiens enragés par leur impuissance devant l'essor de la combativité manifestée par les masses populaires de toute l'Espagne sous les drapeaux du FRAP, et d'autres organisations révolutionnaires surtout à Madrid pendant les journées des 1er et 2 mai, la dictature fasciste pro-yankee a déchaîné une brutale vague de répression et de violence aveugle, emprisonnant et torturant sans disci-

Où en est le développement des luttes ouvrières et populaires en Espagne ?

Dans une analyse du Parti apparue dans le n° de l'organe de son CC "Vanguardia Obrera" précédant les événements du 1er et du 2 mai, il est dit : "le yankee-franquisme constate que, alors qu'il a besoin d'une acclame des luttes des masses devant la difficile conjonction qu'il traverse pour assurer la continuité du régime en imposant la monarchie, c'est justement le moment où le peuple est en train d'entrer dans une phase plus aiguë de sa lutte contre le franquisme".

La justesse de cette thèse du Parti a été absolument mise en évidence au cours des derniers événements de mai dans toute l'Espagne, surtout à Madrid, où les masses populaires, avec à leur tête les organisations du FRAP, ont montré de façon exemplaire l'actuel niveau de combativité et de conscience révolutionnaire des peuples d'Espagne.

Quels objectifs se fixe le FRAP ? Peux-tu nous parler de ce Front ? Quelles en sont les composantes sociales et politiques ?

Les objectifs fixés par le Comité Coordinateur pro-FRAP qui depuis sa création en janvier 1971 ne cesse de lutter pour obtenir l'unité populaire

France pour des raisons qui se passent de tout commentaire, a été la juste riposte populaire aux crimes du fascisme. Cette exécution et les événements du 1er et du 2 mai ne sont pas dus à des "provocateurs" ni à "l'impaction subjective" d'un soi-disant grouppuscule gauchiste, comme le crient à tue-tête les journaux bourgeois et fascistes et les opportunistes de tout accablent hors d'Espagne et à l'intérieur du pays, mais ils sont le résultat de tout un long processus de lutte que le peuple mène contre le régime, notamment depuis le procès de Burgos, et correspond à une nouvelle phase qui est en train d'être franchie, où des formes de lutte plus avancées coexistent et radicalisent les formes de lutte précédentes, dans la mesure où la violence révolutionnaire commence à être assimilée et exercée par les masses. Les affrontements violents de Vigo, El Ferrol, Seat, San Adrian De Besos... sont les exemples vivants de la situation réelle existante et du vrai caractère de masse de la lutte de notre peuple contre le yankee-franquisme.

anti-fasciste et anti-impérialiste, sont exposés clairement dans les 6 points de son programme :

- 1) Renverser la dictature fasciste et expulser l'impérialisme yankee à travers la lutte révolutionnaire
- 2) Etablissement d'une République Populaire et Fédérative qui puisse garantir les libertés démocratiques pour le peuple et les droits des minorités nationales.
- 3) Nationalisation des biens monopolistiques étrangers et confiscation des biens de l'oligarchie.
- 4) Profonde réforme agraire sur la base de la confiscation des grands latifundia.
- 5) Liquidation des restes du colonialisme espagnol.
- 6) Formation d'une armée au service du peuple.

Ce Front qui, sous la direction du Parti, à travers l'application de la théorie et de la pratique marxiste-léniniste à la réalité concrète de notre pays est en train de se forger, a comme base le principe de l'hégémonie de la classe ouvrière et l'alliance ouvrière et paysanne, auxquelles doivent s'unir les autres secteurs des masses populaires, surtout semi-prolétariat et couche inférieure de la petite bourgeoisie qui soient disposés à lutter jusqu'au renversement de la dictature fasciste et l'expulsion de l'impérialisme américain à travers la lutte armée et la guerre du peuple. L'alternative préconisée par notre Parti dans sa ligne politique et

tionale de tous les pays d'Espagne. Au contraire, la combativité des manifestants des comités Pro-FRAP, et la sanglante et bestiale répression déchaînée par l'oligarchie au pouvoir, ont réveillé et galvanisé d'autres secteurs encore plus amples de notre peuple ; et des dizaines et des dizaines de nouveaux combattants ont déjà demandé leur adhésion aux Comités Pro-FRAP et aux organisations de masse qui les composent en particulier l'Opposition Syndicale Ouvrière, et les Jeunesses Communistes d'Espagne (marxistes-léninistes)..."

"Le Comité Coordinateur Pro-FRAP lance un appel urgent à l'opinion publique internationale, à toutes les forces démocratiques du monde entier pour que dès maintenant, elles se mobilisent pour organiser un vaste mouvement de solidarité avec les détenus anti-fascistes contre les tortures, le traitement inhumain dont ils sont victimes, ainsi que contre les menaces qui pèsent sur la vie de chacun d'entre eux."

"...Au nom de tous les anti-fascistes en lutte, des grandes masses populaires de toute l'Espagne, nous déclarons solennellement que ces bestiales et inhumaines tortures recevront leur juste châtiment au moment opportun. Répondront également devant la justice populaire l'actuel ministre de l'Intérieur et tous ses sbires et complices."

"...Tous les secteurs de l'oligarchie au pouvoir se trompent totalement s'ils pensent que la terreur et la répression peuvent paralyser ou freiner l'essor et le développement de la lutte pour la liberté et l'indépendance na-

non aux manoeuvres de l'armée franquiste en france

Du 4 au 8 juin, l'armée française et l'armée fasciste de Franco ont manœuvré ensemble dans la région de Castres.

De telles manœuvres franco-espagnoles ont lieu régulièrement mais elles revêtent une importance particulière aujourd'hui au moment où 26 anti-fascistes espagnols sont menacés de mort, au moment où Blanco, le chef de la police politique, est venu à Paris, demander à Pompidou un coup de main pour réprimer les révolutionnaires espagnols.

On connaît bien le thème de ce genre de manœuvres. Il s'agit chaque fois de liquider une guérilla populaire. Et Franco, comme Pompidou, savent bien que le jour où déclarera une guerre populaire, la solidarité des peuples français et espagnols sera active.

Les armées françaises et espagnoles ont bien compris leur intérêt à coordonner leurs actions.

A BAS LA COLUSION POMPIDOU-FRANCO.

Un des rôles les plus importants que nous attendons des marxistes-léninistes et des anti-fascistes français est de tenir au courant l'opinion française du déroulement des luttes populaires en Espagne, en vue du soutien politique et matériel qu'ils pourront apporter contre le fascisme, ainsi que d'empêcher le boycott que fait la presse bourgeoise par son silence ou ses fausses informations.

Les conditions difficiles dans lesquelles nous luttons, la répression féroce qui s'abat sur les militants du FRAP nous créent des problèmes matériels très importants. Pour les résoudre, chaque marxiste-léniniste, chaque anti-fasciste peut nous être d'une très grande aide.

non aux manoeuvres de l'armée franquiste en france

Du 4 au 8 juin, l'armée française et l'armée fasciste de Franco ont manœuvré ensemble dans la région de Castres.

De telles manœuvres franco-espagnoles ont lieu régulièrement mais elles revêtent une importance particulière aujourd'hui au moment où 26 anti-fascistes espagnols sont menacés de mort, au moment où Blanco, le chef de la police politique, est venu à Paris, demander à Pompidou un coup de main pour réprimer les révolutionnaires espagnols.

On connaît bien le thème de ce genre de manœuvres. Il s'agit chaque fois de liquider une guérilla populaire. Et Franco, comme Pompidou, savent bien que le jour où déclarera une guerre populaire, la solidarité des peuples français et espagnols sera active.

Les armées françaises et espagnoles ont bien compris leur intérêt à coordonner leurs actions.

A BAS LA COLUSION POMPIDOU-FRANCO.

non aux manoeuvres de l'armée franquiste en france

Du 4 au 8 juin, l'armée française et l'armée fasciste de Franco ont manœuvré ensemble dans la région de Castres.

De telles manœuvres franco-espagnoles ont lieu régulièrement mais elles revêtent une importance particulière aujourd'hui au moment où 26 anti-fascistes espagnols sont menacés de mort, au moment où Blanco, le chef de la police politique, est venu à Paris, demander à Pompidou un coup de main pour réprimer les révolutionnaires espagnols.

On connaît bien le thème de ce genre de manœuvres. Il s'agit chaque fois de liquider une guérilla populaire. Et Franco, comme Pompidou, savent bien que le jour où déclarera une guerre populaire, la solidarité des peuples français et espagnols sera active.

Les armées françaises et espagnoles ont bien compris leur intérêt à coordonner leurs actions.

A BAS LA COLUSION POMPIDOU-FRANCO.

non aux manoeuvres de l'armée franquiste en france

Du 4 au 8 juin, l'armée française et l'armée fasciste de Franco ont manœuvré ensemble dans la région de Castres.

De telles manœuvres franco-espagnoles ont lieu régulièrement mais elles revêtent une importance particulière aujourd'hui au moment où 26 anti-fascistes espagnols sont menacés de mort, au moment où Blanco, le chef de la police politique, est venu à Paris, demander à Pompidou un coup de main pour réprimer les révolutionnaires espagnols.

On connaît bien le thème de ce genre de manœuvres. Il s'agit chaque fois de liquider une guérilla populaire. Et Franco, comme Pompidou, savent bien que le jour où déclarera une guerre populaire, la solidarité des peuples français et espagnols sera active.

Les armées françaises et espagnoles ont bien compris leur intérêt à coordonner leurs actions.

A BAS LA COLUSION POMPIDOU-FRANCO.

non aux manoeuvres de l'armée franquiste en france

Du 4 au 8 juin, l'armée française et l'armée fasciste de Franco ont manœuvré ensemble dans la région de Castres.

De telles manœuvres franco-espagnoles ont lieu régulièrement mais elles revêtent une importance particulière aujourd'hui au moment où 26 anti-fascistes espagnols sont menacés de mort, au moment où Blanco, le chef de la police politique, est venu à Paris, demander à Pompidou un coup de main pour réprimer les révolutionnaires espagnols.

On connaît bien le thème de ce genre de manœuvres. Il s'agit chaque fois de liquider une guérilla populaire. Et Franco, comme Pompidou, savent bien que le jour où déclarera une guerre populaire, la solidarité des peuples français et espagnols sera active.

Les armées françaises et espagnoles ont bien compris leur intérêt à coordonner leurs actions.

A BAS LA COLUSION POMPIDOU-FRANCO.



1^{er} CONGRES DES C.I.P.

le calendrier de travail des C.I.P. pour juin !

- Des meetings dans toute la France, pour le soutien aux peuples indochinois et au peuple palestinien, avec le camarade de retour du Liban :

- vendredi 8 juin : 20 h 30 Ecole Normale de Fontenay aux Roses
- samedi 9 juin : 20 h 30 Thionville
- mardi 12 juin : 20 h 30 Nancy
- mercredi 13 juin : 20 h 30 Strasbourg
- samedi 16 juin : 15 h 00 Lyon (salle de la mairie du 6e) avec la participation d'un membre du FUNC
- vendredi 22 juin : 20 h 30 Grenoble
un meeting au Mans est prévu pour la mi-juin.

- le 17 juin, salle B de la Mutualité à Paris : meeting contre l'impérialisme français (pillage colonial et néocolonial, immigration, vente d'armes) avec la participation des organisations des peuples dominés par la France et des différentes immigrations en France.

- participation aux journées nationales des CACF, les 8, 9 et 10 juin.

ROUEN

La première réunion publique organisée par le CIP le 26 mai, a réuni 160 personnes, en majorité ouvriers : français et immigrés venus pour le soutien à la Palestine.

La préparation du meeting a permis de prendre de nombreux contacts : à l'occasion des distributions de tracts dans les cafés, les foyers où des locataires ont eux-mêmes distribué les tracts d'appel.

- sur le marché, où l'apparition du CIP avec banderole, panneaux, prise de parole, pour la première fois, a permis de regrouper des gens et d'engager des discussions, tandis qu'à côté les diffuseurs trotskistes se retrouvaient bien seuls.

Dans la salle, largement décorée avec de nombreuses affiches et banderoles "pour abattre le capitalisme, l'impérialisme, le racisme, unité des travailleurs français et immigrés", "la guerre du peuple est invincible"... On a applaudi les interventions sur les objectifs des CIP, celles de Gilbert Mury et du camarade de retour du Liban, et le film Palestine Vaincra. Les réponses aux questions posées ont permis à l'assistance de mieux comprendre le développement de la lutte du peuple palestinien.

Un commando de 8 sionistes, avec brassards et scandant "Israël vaincra" n'a fait qu'une rapide apparition dans la rue et s'est vite éclipsé devant la nombreuses assistance et l'important service mis en place par le CIP.

ARGENTEUIL

Le 26 mai, à l'appel du CIP d'Argenteuil, 60 personnes ont participé à un meeting de soutien à la lutte du peuple palestinien. Dans la salle, plus de la moitié de travailleurs immigrés et de nombreux lycéens. Les travailleurs immigrés avaient été contactés sur un marché et dans des cafés, par des tracts d'appel au meeting et la vente de bons de soutien au Croissant Rouge.

Au cours du meeting qui a retracé l'histoire de la lutte du peuple palestinien avec un montage de diapos, et présenté la stratégie actuelle de la Résistance palestinienne, l'exposé sur les objectifs des CIP et l'accent mis sur la solidarité des peuples ont été chaleureusement applaudis. Par les applaudissements, la participation à la collecte (90 F de bons de soutien vendus), la salle a manifesté son soutien à la Palestine. Un travailleur arabe a traduit spontanément toutes les interventions.

Ce meeting est très encourageant pour le CIP car il a permis de prendre de nombreux contacts avec des travailleurs immigrés présents. Nous allons pouvoir ainsi élargir notre Comité.

CIP d'Argenteuil

Le 1er congrès des CIP s'est tenu dans la région parisienne les 2 et 3 juin.

Venus de toutes les régions de notre pays des dizaines de délégués travailleurs et intellectuels ont fait de ce congrès une étape importante dans l'organisation du mouvement anti-impérialiste en France.

Faisant le point sur les activités passées, les succès remportés, tout en ne craignant pas de mettre en lumière les points noirs et les faiblesses à rectifier, les congressistes ont affirmé leur volonté de faire du "Mouvement anti-impérialiste des CIP" (c'est la dénomination choisie par le congrès) une véritable force. Ne pas se contenter d'exister, d'agir et de bénéficier d'un courant de sympathie mais être une force capable d'avoir un poids décisif dans l'organisation de la riposte des masses au sein de la riposte des masses aux menées impérialistes, afin que les peuples opprimés puissent compter en France sur un soutien de masse conséquent à leurs luttes, tel est l'objectif que s'est fixé le congrès pour l'année à venir. Les multiples interventions des comités ainsi que le rapport du secrétariat provisoire, ont mis en lumière comment les premiers succès étaient étroitement liés à la justesse des bases politiques du mouvement.

La réussite du rassemblement du 4 mars a manifesté puissamment l'existence du courant anti-impérialiste que les CIP entendent regrouper et organiser. L'invitation pour la France des seuls CIP au congrès organisé par l'OLP des comités européens de soutien à la Palestine est un indice de la réalité de ce mouvement.

Réalité du mouvement : c'est le rassemblement dans les comités des premiers noyaux militants anti-impérialistes conséquents dans toute une série de villes grandes et petites de Marseille à Dunkerque du Mans à la vallée de la Fensch. Les initiatives récentes de Rouen ou d'Argenteuil relayées par ailleurs sont une illustration vivante de ce développement. Réalité du mouvement : c'est le nombre croissant des ouvriers qui sont d'ores et déjà près de la moitié des effectifs des comités sans parler des comités comme celui d'Oyonnax composé presque exclusivement d'ouvriers immigrés, ou le CIP d'usine en voie de formation à la Sescosem de Grenoble.

— RÉPONDRE DU TAC AU TAC A L'ÉVÉNEMENT

Il a été souligné la nécessité pour que le mouvement devienne une force de renforcer la capacité d'initiative et d'action afin de mobiliser sans retard les masses à chaque événement qui l'exige : à l'image de ce qui a commencé à être fait dans la campagne pour la Palestine, riposte aux derniers événements du Liban.

Une condition essentielle pour en

arriver là : que les événements ne prennent pas les militants au dépourvu, mais trouvent tout le mouvement prêt à se mobiliser pour y faire face, ce qui suppose des progrès dans le niveau politique. Des mesures concrètes prises, il faut signaler les objectifs fixés dans l'étude : étendre les connaissances sur l'Indochine à l'ensemble du Sud-Est, asiatique, celles sur la Palestine à l'ensemble du Moyen Orient, le défrichage de la question de l'impérialisme français tant du point de vue du pillage colonial que de l'intervention militaire et de l'importation de main d'œuvre. Tout ceci devant faire l'objet de bulletins et de brochures. L'étude sur la Guadeloupe, les Comores, le Cambodge est déjà avancée et se concrétise dans l'édition d'un matériel pour les comités.

Une autre condition du succès c'est la liaison à établir entre le mouvement des CIP et les préoccupations immédiates des masses en France ; sans vouloir aucunement chercher à prendre la tête des luttes de classe en France les CIP ont à apporter l'éclairage anti-impérialiste aux luttes de masse qui se développent. A cet égard les carences des CIP vis à vis du dernier mouvement lycéen ont été soulignées par les délégués : dans ce mouvement qui visait l'armée et la bourgeoisie française les CIP auraient dû développer une large propagande contre l'impérialisme français et le rôle de son armée au Tchad et ailleurs ; les délégués présents ont donc affirmé la nécessité pour les CIP de se servir de tout ce qui, à l'intérieur de la France, est l'occasion de dénoncer l'impérialisme français.

— FAIRE ADHÉRER LARGEMENT AUX CIP

Tout au long du congrès, les discussions ont montré le souci unanime des comités d'associer plus largement les masses à leur travail.

Pour en arriver là, ne jamais manquer de faire des propositions concrètes à quiconque est susceptible de contribuer au travail des CIP et de proposer l'adhésion au mouvement à toute personne associée au travail et aux discussions.

Le délégué de Vaux en Velin a expliqué comment son comité va réunir les contacts qui peuvent apporter leur contribution, dans une réunion plénière mensuelle qui fixe un plan d'intervention tandis que les militants les plus disponibles se réunissent une fois par semaine pour les décisions les plus urgentes. En procédant ainsi, le comité veut faire pénétrer les contacts dans un cadre organisé dont ils se sentent partie prenante et pas seulement les faire participer à la traduction d'un tract etc... A Grenoble, les travailleurs immigrés sont associés régulièrement à la confection des panneaux pour les marchés tandis que, pour des raisons de sécurité, la diffusion elle-même est assurée par les militants français du comité ; sur la Sescosem la diffusion

des bons de soutien au Croissant Rouge est peu à peu prise en mains par les contacts ouvriers de l'usine.

Mais associer largement les masses ne signifie pas seulement la réalisation de tâches pratiques, il faut aussi éduquer : les militants du comité 19e (Paris), vivant symbole d'internationalisme puisque pas moins de 10 nationalités y sont représentées, ont donné l'exemple de réunions de formation très ouvertes qui se tiennent dans le quartier avec chaque fois plusieurs dizaines de personnes : un montage diapos est projeté, puis un débat est organisé sur une question précise ; à la fin de la réunion rendez-vous est pris avec les participants qui le désirent pour poursuivre le débat et envisager avec eux leur participation au comité.

— DES STATUTS QUI CONSOLIDENT LES CIP.

Les statuts adoptés qui garantissent la vie démocratique du mouvement, et l'élection à l'unanimité d'un comité national auquel participent des ouvriers français et immigrés, et des éléments ralliés depuis peu à la lutte anti-impérialiste, ce sont des mesures qui permettent de consolider notablement l'organisation des CIP. C'est ce que soulignait un camarade immigré d'Oyonnax qui nous disait à la fin du Congrès : "avec ces 2 journées nous avons maintenant un mouvement plus organisé, donc plus fort, et chaque camarade élu va se sentir responsable devant l'ensemble du mouvement".

Même point de vue chez ce camarade du 19e (Paris). "Ce congrès a permis d'échanger des expériences qui étaient souvent inconnues des uns et des autres, et il permet de renforcer notre organisation".

— UNE RÉUNION DE CLOTURE MILITANTE

Après des travaux menés avec beaucoup de sérieux et de camaraderie, les

congressistes se sont rendus à la séance solennelle de clôture où de nombreux amis anti-impérialistes avaient répondu à l'invitation des CIP. Dans cette séance, un représentant des étudiants laotiens a rappelé que les accords de paix signés à Vientiane voici 3 mois étaient une victoire historique du peuple laotien dans sa lutte de libération, mais que cette victoire n'est pas encore totale. Le représentant laotien a lancé un appel pour soutenir sa lutte.

Puis le camarade portugais d'"O Salto" a indiqué qu'au Portugal, où il faut lutter contre le fascisme, le soutien populaire aux luttes d'Indochine et de Palestine est aussi très important, et la solidarité des peuples doit se renforcer. Le camarade a appelé à la lutte contre l'impérialisme américain le sionisme et le social impérialisme.

C'est au tour d'une camarade de la "Ligue allemande contre l'impérialisme" : elle rappelle la lutte en Allemagne occidentale, où à l'appel de son organisation, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue contre la visite de Thieu le 10 avril, puis contre Brejnev le 15 mai : celui-ci dut renoncer à visiter Dortmund, cœur de la classe ouvrière allemande, devant l'ampleur des manifestations dénonçant clairement le social-impérialisme.

Enfin le camarade de la FEANF après avoir indiqué la volonté de son organisation de collaborer avec les CIP, a fait un réquisitoire contre l'impérialisme français.

L'AGTAG (Travailleurs Antillais et Guyanais) et l'ASEC (Stagiaires et Etudiants Comoriens) avaient également envoyé des messages de soutien.

Après une intervention du camarade de retour du Liban sur le congrès de Beyrouth, et la stratégie actuelle de la Résistance Palestinienne, Gilbert Mury a clos le congrès soulignant notamment son caractère très positif.



Intervention du CIP de Villefranche dans un quartier immigré

MOTION SUR L'UNITÉ

Le Congrès des CIP lance un appel à l'unité de toutes les forces authentiquement anti-impérialistes en France.

Les délégués au Congrès ont souligné leur désir de voir se réaliser cette unité en adoptant à l'unanimité une motion qui appelle :

- à une collaboration plus étroite avec : le Mouvement National de Soutien aux Peuples Indochinois (MNSPI), le Comité Permanent d'Action pour la Palestine (CPAP) de Toulouse, le Centre d'Etude et de Documentation CEDETIM

- au regroupement, au niveau de chaque localité, des organisations anti-impérialistes existantes au sein d'un collectif permanent

- la motion indique que le Congrès a mandaté le Comité National pour contacter toutes les organisations anti-impérialistes étrangères en France afin d'examiner les formes précises dans lesquelles la collaboration avec les CIP peut se développer.

Ce souci d'unité, les délégués au Congrès l'ont souligné aussi en adoptant à l'unanimité des statuts qui précisent notamment : "soucieux de l'unité de tous les anti-impérialistes sincères, le Mouvement des CIP est prêt à collaborer avec toutes les organisations ou mouvements anti-impérialistes dont les buts n'entrent pas en contradiction avec les siens. En conséquence : de telles organisations peuvent être associées au Mouvement, sous les formes les plus variées d'échange d'information, d'expérience et d'aide mutuelle".

souscription des C.I.P.

Pour doter le mouvement des CIP de la base matérielle nécessaire au développement du travail de masse (local de permanence, matériel d'impression, édition de bulletins, de brochures, perspective d'un journal mensuel...), le Congrès a lancé une souscription de 2 millions AF à collecter d'ici le 15 juillet.

Camarades, soutenons fermement cette initiative des CIP !

MOTION CONTRE LA CIRCULAIRE FONTANET

Le Congrès a tenu à réaffirmer l'importance que les CIP accordent à la lutte contre l'impérialisme français sous toutes ses formes : non seulement contre le pillage et l'oppression des peuples colonisés et néocolonisés, mais aussi contre l'exploitation éhontée en France même des travailleurs immigrés déportés par l'impérialisme. Après avoir développé la plate-forme des CIP dans ce sens, le Congrès a adopté à l'unanimité une motion qui appelle à la lutte contre la Circulaire Fontanet. La motion déclare qu'une telle mesure impérialiste "impose au Mouvement anti-impérialiste des CIP de participer à la mobilisation pour son abrogation. Bien entendu, il ne s'agit pas pour les CIP de prendre la tête des luttes de classe en France, mais, d'apporter aux luttes contre la circulaire l'éclairage anti-impérialiste sans lequel elles ne peuvent être vraiment conséquentes."

Après avoir rappelé la participation des CIP à certaines initiatives contre la

circulaire, la motion déclare : "Il nous faut aujourd'hui continuer la lutte contre cette mesure :

- en montrant le lien entre l'immigration et l'oppression coloniale et néocoloniale des peuples.
- en appelant les masses à soutenir sur cette base la lutte des peuples pour leur indépendance.

Dans ce sens, le Congrès charge le Comité National de réaliser :

- l'approfondissement de l'analyse de la Circulaire
- l'édition d'un matériel de propagande sur l'émigration et le pillage des colonies et néocolonies par l'impérialisme français.
- l'édition d'un matériel sur la lutte des peuples opprimés par cet impérialisme."

Enfin, la motion appelle l'ensemble des CIP à réaliser des actions unitaires avec les organisations luttant réellement contre la Circulaire Fontanet.